



Rapport d'événement #5

culture
Solutions

2024 : Quelles ambitions pour l'agenda culturel extérieur de l'UE?

Elise Cuny, Damien Helly

Septembre 2023

Le 27 juin 2023 au Parlement européen à Bruxelles, culture Solutions a organisé une table ronde sur les "Orientations politiques des relations culturelles internationales de l'UE pour 2024"¹ en collaboration avec l'eurodéputée Mme Salima Yenbou (commission CULT et AFET), rapporteure sur la mise en œuvre du nouvel agenda européen de la culture et de la stratégie de l'UE pour les relations culturelles internationales.

Les débats ont porté sur trois questions principales :

1. Bilan : quels efforts de cohérence ont été déployés depuis 2020 pour garantir l'augmentation des financements de l'UE et des capacités humaines en faveur de la culture dans son action extérieure ? Les résultats sont-ils au rendez-vous ?
2. Quel a été l'impact de la guerre en Ukraine sur la mise en œuvre de l'agenda des relations culturelles internationales de l'UE ?
3. Quelles devraient être les priorités du prochain Parlement européen, du Conseil et de la Commission dans le domaine des relations culturelles internationales de l'UE pour 2024-2029 ?

Ce rapport présente le contenu des débats entre les 50 participants invités des institutions de l'UE, des États membres, des réseaux de la société civile et des organisations internationales, qui se sont exprimés dans le respect de la règle de Chatham House.

1. culture Solutions, Policy Directions in EU International Cultural Relations, towards 2024, <https://www.culturesolutions.eu/events/policy-directions-in-eu-international-cultural-relations-towards-2024/>



Faire le point

Cadres politiques

Malgré de nombreux désaccords au cours de la discussion, un point n'a pas été remis en question : que la culture ne peut être laissée de côté dans la coopération internationale de l'UE, notamment car elle constitue, selon certains participant.es, le fondement du projet d'intégration européenne. C'est plutôt la question des formes que doit prendre la culture dans l'action extérieure de l'UE qui a été, devrait être et restera probablement le sujet de nombreux débats à venir.

Pour les participant.es, le "Rapport sur la mise en œuvre du nouvel agenda européen de la culture et de la stratégie de l'UE pour les relations culturelles internationales pour CULT"², est constructif et offre une analyse équilibrée et une réflexion nécessaire sur l'avancement de cet agenda.

Ce "rapport Yenbou" avait noté que la Communication conjointe de 2016 n'est toutefois qu'une boussole fournissant une orientation stratégique, et non une stratégie en tant que telle. Certains participants ont appelé le Conseil à adopter une stratégie à part entière (et actualisée) sur les relations culturelles internationales de l'UE.

Les questions de l'identification et de la cohésion de l'UE ont été soulevées mais sont restées sans réponse : quel est le visage de l'UE à l'extérieur ? Si les États membres ont leurs instituts culturels

par exemple le Goethe Institut, l'Institut français, l'Instituto Cervantes), quel pourrait être l'équivalent pour l'UE ? La politique de communication stratégique et de visibilité de l'UE est-elle suffisante ? Un participant a fait part de son expérience selon laquelle, dans les pays du Sud, la perception de l'UE, promouvant ses supposées "valeurs universelles", s'est considérablement détériorée depuis la pandémie de COVID-19 (une analyse à considérer avec les conclusions mitigées des récentes études sur les perceptions dans les pays partenaires "stratégiques" clés).³

Certains participants ont souligné les liens entre les dimensions internes et externes des échanges et réalités culturels, ainsi que leurs implications : les défis rencontrés par le secteur culturel européen sont également des réalités partagées par d'autres en dehors des frontières de l'UE ; pour les Européen.nes, c'est souvent en dehors de l'UE que l'on commence à prendre conscience de sa propre identité européenne, au-delà de l'origine nationale, qui reste un marqueur profond d'identification culturelle.

La vision de l'UE en matière de relations culturelles internationales: la co-création, de l'idée à la pratique

Les grands principes de la communication conjointe de 2016 (co-création, mutualité et dialogue) n'ont pas été remis en question en tant que tels au cours de la table ronde. Les Espaces européens de la culture⁴ mises

2. Le rapport de la Commission CULT, qui prend en compte les opinions des commissions associées AFET et DEVE, et la décision du Parlement européen qui en découle, voir https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2022-0279_EN.html and https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2022-0444_EN.html

Sur la contribution de culture Solutions, voir <https://www.culturesolutions.eu/articles/comment-culture-solutions-a-contribue-aux-a-la-resolution-parlementaire-du-14-decembre-2022/>

3. PPMi, PD-PCF, B&S Europe, Update of the 2015 Perception Study, <https://fpi.ec.europa.eu/system/files/2022-03/Update%20of%20the%202015%20Perception%20Study%2C%20Executive%20Summary%20and%20Main%20Report%20%28Volume%201%20and%20%29.pdf>

4. EUNIC, European Spaces of Culture, <https://europeanspacesofculture.eu>

en œuvre par EUNIC tentent de les suivre, mais certains doutes ont été émis quant à la prédominance des instituts culturels européens. Éviter les visions euro-centriques et écouter véritablement ses partenaires reste un défi permanent.

Pour la salle, la mise en œuvre de la communication conjointe de 2016⁵ et de la partie externe de l'Agenda pour la culture de 2018⁶ a bien eu lieu, dans la limite des ressources disponibles. Mais toutes et tous s'accordent sur la nécessité d'aller plus loin: plus de projets, plus de ressources et plus de budget pour cette approche, pour monter en gamme : passer des simples projets pilotes à un état d'esprit partagé collectivement et à un modus operandi suivi sur le long terme.

Depuis 2019, l'action culturelle extérieure de l'UE n'a pas une véritable priorité au niveau politique. On en voit les conséquences. Dans l'actuelle "Commission géopolitique" (titre auto-attribué au Collège von der Leyen), comme l'a souligné un participant, il est devenu très difficile de plaider la cause de la culture en raison des nouvelles priorités politiques "dures" (axées sur la sécurité) et de l'absence de leadership politique.

Le faible personnel au siège bruxellois est insuffisant pour faire avancer l'agenda culturel extérieur de l'UE. Les personnes désignées comme point focal culturel dans les délégations de l'UE sont encore souvent sous-utilisées et débordées. Les autres agents de l'UE ne sont guère familiarisés avec les dimensions culturelles de leur travail. Au cours de la table ronde, la formation a été suggérée comme l'une des réponses à ce problème (les auteurs de ce rapport ont également été informés que de nouveaux efforts sont actuellement déployés dans ce domaine par la

Commission et le SEAE, en collaboration avec EUNIC).

Des critiques ont fusé sur les conditions de mise en œuvre, et le faible respect des principes de la communication conjointe, l'application limitée des cadres politiques existants. Les questions de la mobilité, des visas, de la justice dans la culture et de l'égalité ont été abordées : elles requièrent toutes plus de co-création dans les projets, pour améliorer la qualité, l'efficacité et l'impact des relations culturelles extérieures.



Un participant a estimé que les Européens, y compris les instituts culturels des États membres, par exemple dans la conception des projets "espaces de culture", donnaient encore trop souvent le ton, en contradiction avec le principe de co-création. Un point de vue qui n'est pas partagé par tous, mais qui reflète la sensibilité et l'importance attachées au thème du dialogue et de l'apprentissage.

Concrètement, les relations culturelles internationales de l'UE devraient permettre aux artistes et aux représentants de la société civile non européens de venir dans

5. JOINT COMMUNICATION TO THE EUROPEAN PARLIAMENT AND THE COUNCIL Towards an EU strategy for international cultural relations, JOIN/2016/029 final, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=JOIN%3A2016%3A29%3AFIN>

6. COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE EUROPEAN PARLIAMENT, THE EUROPEAN COUNCIL, THE COUNCIL, THE EUROPEAN ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE AND THE COMMITTEE OF THE REGIONS A New European Agenda for Culture, COM/2018/267 final, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=COM%3A2018%3A267%3AFIN>

un effort de décolonisation de la pratique artistique. Le projet DECONFINING⁷ a été présenté comme un exemple de mobilité intercontinentale et de co-création entre l'UE et l'Afrique. Cela implique une plus grande coordination entre la culture et la gestion des frontières, en sensibilisant concrètement la DG HOME et les institutions des États membres à la nécessité d'obtenir des visas pour une plus grande coopération culturelle, un domaine où la présence en personne fait la différence.

La réciprocité dans la co-création a été mise en avant pour s'assurer que les projets ont un impact sur les problèmes globaux, en prenant en compte les perspectives des autres cultures. Il faut garder à l'esprit qu'il existe une grande diversité d'expressions et de contextes culturels même au sein d'un pays partenaire, comme c'est le cas des différentes régions de Turquie,⁸ ce qui justifie une approche adaptée aux réalités locales. Les pays et partenaires non européens devraient également être impliqués dans le processus de mise à jour de l'approche stratégique de l'UE en matière de relations culturelles internationales. Il faut être conscient des préjugés européens qui existent lors de la conception d'un projet ou de la préparation d'un document politique. Par conséquent, au-delà d'une invitation au dialogue avec l'UE, le format de la communication et les réunions elles-mêmes devraient également être co-conçues, car elles comprennent des normes et des codes intégrés qui peuvent être différents d'une culture à l'autre.

Depuis 2019, l'action culturelle extérieure de l'UE n'a pas une véritable priorité au niveau politique. On en voit les conséquences.

Un tel effort de collaboration et d'interculturalité de la part des Européen.nes est essentiel dans toutes les relations culturelles (et encore plus dans les relations post-coloniales) car il conduit à des approches renouvelées et mutuelles et à la possibilité de compréhension d'une histoire commune (sinon partagée). Les relations culturelles ont le potentiel de promouvoir la compréhension mutuelle et la confiance, et les citoyens devraient être les premiers bénéficiaires de ces politiques. En établissant un parallèle avec la justice climatique, les connaissances locales - et parfois traditionnelles - devraient être encouragées comme guide dans l'élaboration des politiques avec les partenaires non-européens.

Ukraine and geopolitics

Bien avant l'invasion russe de l'Ukraine, les aspirations culturelles de l'UE ont été rattrapées par la réalité de

la géopolitique⁹ et les stratégies du hard power appliquées à la culture - avec l'exemple inévitable de la désinformation russe en Afrique de l'Ouest et centrale. Des acteurs comme la Chine ne manquent pas une occasion d'entrer dans les secteurs culturels en finançant des musées, comme dans le cas du Sénégal¹⁰ où elle a consacré 30 millions d'euros à la construction d'un musée pour les artefacts à restituer par les pays européens.


Pour certains participants, le risque pour les pays bénéficiaires ou leurs populations est que de telles initiatives les lient également à la culture et à l'influence

7. DECONFINING Arts, Culture, & Policies in Europe & Africa, <https://deconfining.eu/>

8. culture Solutions, Composing trust #2: EU-Turkey cultural relations – what next?, <https://www.culturesolutions.eu/podcast/eu-turkey-cultural-relations-what-next/>

9. culture Solutions, #FrenchPresidency – Balancing Paris Cultural Geopolitics and EU international cultural relations, <https://www.culturesolutions.eu/articles/french-presidency/>

10. The New York Times, Senegal's Museum of Black Civilizations Welcomes Some Treasures Home, <https://www.nytimes.com/2019/01/15/arts/design/museum-of-black-civilizations-restitution-senegal-macron.htm>



chinoises, en maintenant la culture dans une zone d'influence plutôt que la libre expression des individus et la préservation de la mémoire des personnes et des peuples. Selon eux, la Russie et la Chine risquent de rendre les pays africains dépendants et de porter atteinte à la liberté d'expression, notamment artistique. A cet égard, l'exemple d'un programme controversé financé par la Chine et visant à former des journalistes africains¹¹ et à les encourager à ne pas critiquer les hommes politiques a été cité. Il a également été rappelé que les médias et la culture sont deux domaines intrinsèquement liés.

Pour certaines voix autour de la table, la réalité est trop dure pour une vision idéaliste des RCI (Relations Culturelles Internationales de l'UE). Selon eux, le bilan de ceux qui oeuvrent aux des relations culturelles internationales (dont ils ne se considèrent pas membres) depuis 2016 est peu convaincant. Cette déclaration a quelque peu choqué les professionnels de la culture présents dans la salle et reflète une polarisation croissante des points de vue sur le rôle de la culture dans l'action extérieure de l'UE.

Les "réalistes" considèrent que le modèle de *soft power* de l'UE, qui englobe la diplomatie culturelle, est dépassé et n'est plus écouté. Pour eux, les valeurs libérales défendues par les projets culturels de l'UE sont contestées et menacées, mais ils ne semblent pas en mesure de proposer une approche culturelle alternative crédible. Pour eux, comme l'a dit un participant, l'UE n'atteindra pas son objectif de promotion des valeurs à travers de simples festivals de cinéma européen, citant l'exemple de leur censure subtile et informelle, par les autorités de certains pays partenaires, sur les thématiques LGBTQI+.

Cette position a suscité de vives réactions de la part d'autres participants qui ont fait valoir, sur la base de recherches récentes et d'expériences personnelles, que l'intégration de la culture - y compris les médias et l'audiovisuel - aux outils de la politique étrangère est la seule façon pour l'UE de compter sur la scène mondiale. De même, les festivals (de cinéma) ne se limitent pas à des spectacles artistiques, ils offrent également des espaces sûrs, précieux et gratuits où les gens peuvent se rencontrer, apprendre, dialoguer, se former, travailler en réseau et devenir plus professionnels.

Ce débat montre qu'il est nécessaire de procéder à une nouvelle évaluation franche des outils existants et potentiels du *soft power* de l'UE (y compris ceux des États membres), au regard tant des menaces mondiales actuelles et potentielles, que des possibilités de coopération. Pour rester stratégiquement pertinents, l'UE et les États membres, en tant que communauté politique, devront constamment rechercher le bon équilibre entre l'investissement dans le *hard power* et le *soft power*. Cela implique, pour certains participants, d'intensifier la stratégie de renseignement et, pour d'autres, de relier les relations culturelles internationales à la sécurité et à la défense. Les relations culturelles internationales sont actuellement absentes du cadre de la politique de sécurité de l'UE (à l'exception de la protection¹² du patrimoine culturel dans les conflits et de la lutte contre le trafic illicite de biens culturels). Ainsi, les relations entre le contexte culturel, l'action, la paix et la sécurité devraient être plus systématiquement incluses dans les futures stratégies extérieures de l'UE.

En outre, les aspects culturels des conflits

11. Africa Center for Strategic Studies, China's Influence on African Media, <https://africacenter.org/spotlight/chinas-influence-on-african-media/>

12. culture Solutions, cS Brief #12: Cultural Heritage Protection in crises: strengthening the EU's role, <https://www.culturesolutions.eu/publications/cs-brief-12-cultural-heritage-protection-in-crises/>

ne peuvent être ignorés, avec des répercussions allant du pillage, du trafic illicite de biens culturels pour financer le terrorisme, à la détérioration du patrimoine culturel des personnes vivant dans des zones de conflit (comme la Palestine). En ce sens, le soft power et le hard power ne devraient pas être opposés ou comparés, mais plutôt considérés comme un continuum de la capacité, de la crédibilité et de la légitimité de l'UE sur la scène mondiale. Il faudra régulièrement réévaluer si l'UE est toujours perçue comme un promoteur de la paix et un partenaire culturel fiable, alors que la guerre continue de sévir sur le continent européen.

L'agenda 2024 et la valeur des espaces culturels dans le monde

Dans des relations internationales de plus en plus tendues, marquées par la manipulation des expressions culturelles et le rétrécissement des espaces d'expression démocratique, il est essentiel d'oeuvrer, en s'en tenant à leurs principes directeurs, à la sauvegarde des espaces culturels par le biais des relations culturelles

internationales et de la diplomatie culturelle. Prêcher la co-crétion avec des partenaires non-européens est une bonne chose, l'appliquer et la pratiquer réellement est encore plus crucial.

Pour joindre le geste à la parole, l'UE devra investir de manière beaucoup plus significative, lorsqu'il y en a la demande, dans le soutien à la professionnalisation et l'adaptation des secteurs culturels et créatifs dans les pays partenaires, tout en encourageant plus explicitement l'ouverture internationale des organisations et des réseaux culturels européens.

Pour définir le visage culturel commun de l'UE, avant même d'envisager une marque unique (comme Team Europe ou les espaces culturels européens), il convient d'éviter la concurrence entre les acteurs culturels européens sur le terrain (instituts des États membres, organisations artistiques, réseaux culturels, ONG, experts culturels). Il convient également de reconnaître que les acteurs, des États membres aux instituts culturels, ont leurs spécificités. Dans cet environnement, les institutions de l'UE devraient trouver et obtenir leur propre espace, à la fois pertinent et émancipateur, et encourager



davantage de contributions de la part des ONG et des pays partenaires. Les frontières de la subsidiarité et de la complémentarité devront être redéfinies régulièrement et en fonction du contexte, et exprimées dans des conclusions correspondantes du Conseil.

L'UE a un rôle à jouer en soutenant ses pays partenaires (en particulier les anciennes colonies) dans leurs libérations culturelles afin de ne pas dépendre de financements extérieurs, ce qui, à long terme, les rend dépendants d'un point de vue culturel. Une approche combinant les relations culturelles internationales et la diplomatie culturelle est nécessaire pour éviter de succomber à la tentation de faire de la culture un outil de puissance, comme le font la Russie et la Chine, en particulier sur le continent africain.

Il existe également un espace de coopération avec les pays partenaires sur la formation de leur secteur de gestion culturelle, afin de les accompagner, le cas échéant, dans la création, la promotion et la sauvegarde de leur secteurs culturels et de leurs patrimoines. Par exemple, les festivals conçus par les délégations comme un exercice de diplomatie culturelle pourraient être plus que des relations culturelles - ils pourraient également être considérés comme une occasion de former des professionnels locaux de la culture.

La restitution du patrimoine culturel, abordée à plusieurs reprises au cours de la table ronde et également mentionnée dans le rapport Yenbou, méritera probablement de nombreux autres échanges collectifs entre les États membres avant de se cristalliser dans une position politique de l'UE. Comme l'a souligné un participant, ce débat n'est pas assez mûr parmi les États

membres et les institutions pour se traduire aujourd'hui par des orientations stratégiques et des actions claires. À suivre après 2024.

Dans le cadre de l'action culturelle extérieure de l'UE, les acteurs privés ne doivent pas être négligés car ils ont eux aussi une influence et un impact sur la manière dont la culture européenne est diffusée et considérée. Les entreprises et producteurs audiovisuels par exemple (Canal + a été cité explicitement), devraient également prêter attention à la liberté d'expression, y compris l'expression artistique, et à la diversité culturelle qu'elles produisent et diffusent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE.

Conclusions et perspectives : préparer la prochaine législature

1. Au cours des 18 prochains mois, les États membres et la Commission européenne travailleront régulièrement sur le plan d'action de l'UE pour les relations culturelles internationales de l'UE¹³ adopté en décembre 2022, qui couvre un grand nombre des sujets susmentionnés et discutés lors de la table ronde du 27 juin. Les représentants des États membres, issus des ministères des affaires étrangères et de la culture, devront formuler des propositions concrètes dans le cadre d'un processus dit de méthode ouverte de coordination (MOC)¹⁴ à court terme. Parallèlement, la Commission européenne communique sur ses réalisations, dans le cadre du processus de rapport périodique de la Convention 2005 de l'UNESCO.¹⁵ A cet égard, il est crucial d'approfondir la coordination et la collaboration entre les

13. Council Resolution on the EU Work Plan for Culture 2023–2026 2022/C 466/01, ST/15381/2022/INIT, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32022G1207%2801%29>

14. European Commission, Cultural policy cooperation at the EU level, <https://culture.ec.europa.eu/policies/cultural-policy-cooperation-at-the-eu-level>

15. UNESCO, Diversity of Cultural Expressions - Periodic Reports, <https://en.unesco.org/creativity/governance/periodic-reports>

différents acteurs impliqués dans les relations culturelles internationales : des différentes institutions de l'UE et des Etats membres, en passant par le secteur culturel dans l'UE et au-delà, jusqu'aux pays partenaires et autres acteurs mondiaux, y compris l'UNESCO ou le réseau de développement. Culture Solutions est heureux de contribuer à ces efforts.

2. S'inspirer les bonnes pratiques de la Commission précédente (2014-2019), les dépasser et (re)placer la sensibilité culturelle au sommet de l'agenda politique européen : c'est la seule recette crédible pour viser un quelconque impact global dans l'action culturelle extérieure de l'Union après 2024. Les auteurs de ce rapport, qui ont participé à la table ronde, suggèrent aux partis politiques représentés au Parlement européen de former un "intergroupe" (un groupement de députés transcendant leurs appartenances politiques) s'engageant à maintenir l'agenda des relations culturelles internationales de l'UE à un niveau ambitieux. Ils recommandent également que l'audition des candidats au poste de président.e de la Commission européenne comprenne une question sur une future stratégie de relations culturelles internationales. Comme recommandé lors de la table ronde, les lettres de mission des futurs commissaires devront inclure les relations culturelles internationales ou au moins une dimension culturelle dans leur mandat externe. Ces conditions sont un préalable à l'investissement financier, au développement de ressources humaines spécialisées, et aux collaborations plus étroites avec les Etats membres et tous types de partenaires.

3. Il est souhaitable que les représentants des gouvernements et des institutions incluent et impliquent les professionnels de la culture et de la création dans le processus d'élaboration des politiques de la méthode ouverte de coordination (MOC). Les politiques et les programmes de l'UE se

préoccupent déjà des perspectives locales et soutiennent la logique de co-création. Des efforts doivent être déployés dès maintenant, au-delà des mots et des stratégies, afin de poursuivre cette tendance sur le terrain. Les réseaux culturels proactifs et bien représentés peuvent servir d'exemples. Il est nécessaire d'intensifier le plaidoyer auprès des institutions afin de les mobiliser davantage pour entraîner les professionnels indépendants de la culture dans le domaine de l'action culturelle extérieure de l'Union.

4. En fin de compte, parce que l'argent "est le nerf de la guerre (culturelle)", des lignes de financement culturelle externe de l'UE plus explicites sont nécessaires pour obtenir des résultats. Les États membres et les institutions de l'UE, s'ils sont clairs sur leur nouvelle stratégie culturelle, devraient être en mesure de faire pression en faveur d'innovations budgétaires. Par exemple, ils pourraient plaider en faveur d'une composante culturelle plus explicite au dans le cadre de la nouvelle stratégie "Global Gateway" (connectivité/passerelle globale) de l'UE ainsi que d'une alliance plus volontariste avec certains investisseurs privés. Revoir la place de l'action culturelle dans le spectre de l'action extérieure peut se faire en examinant ce que les autres grands acteurs, souvent décrits comme des puissances dures, tentent de réaliser par le biais de la culture. Il ne s'agit pas de les copier, mais de penser différemment et d'anticiper leurs intentions et les risques qu'elles comportent. Pour paraphraser Marc Aurèle, "la meilleure façon de se venger d'un ennemi est de ne pas lui ressembler".

5. Les participant.es ont suggéré de se concentrer sur l'efficacité des engagements et des initiatives politiques au-delà des distinctions conceptuelles entre la diplomatie culturelle et les relations culturelles internationales. La diplomatie culturelle est nécessaire et utile en ces

temps de contraintes et tensions politiques, mais elle ne doit pas être maniée pour imposer la vision et les valeurs européennes aux autres; elle doit garantir un espace sûr pour que des relations culturelles indépendantes de personnes à personnes puissent s'épanouir.

6. L'UE doit, par le biais d'une coopération sur les politiques culturelles nationales de ses partenaires, encourager toutes les formes de libération culturelle et l'inclusion d'acteurs culturels indépendants. L'UE peut apporter des conseils et du soutien par des formations, conçues non pas comme un vecteur

d'influence culturelle mais plutôt dans l'objectif de renforcer des compétences et l'indépendance des capacités professionnelles des secteurs culturels et créatifs.

7. De cette discussion et de ces enseignements clés, un espoir, un objectif : placer la barre suffisamment haut pour que les acteurs institutionnels de l'UE et les États membres, en particulier après les élections de 2024, continuent de servir et de cultiver les puissants atouts culturels puissants des sociétés européennes, dans toutes leurs diversités.





culture
Solutions

culture Solutions (cS) est un groupe d'innovation sociale indépendant au service de toutes celles et ceux qui sont impliqués dans les relations culturelles internationales de l'UE.

Nous contribuons de manière indépendante à l'excellence des relations culturelles internationales de l'UE, en ouvrant des espaces de confiance créatifs, la production de communs et la circulation des savoir-faire.

Nous suivons notre propre [théorie du changement](#).

Soutenez-nous :

Culture Solutions Europe a été créée en tant qu'association française le 23 octobre 2018.

Compte bancaire :

IBAN FR76 1695 8000 0103 3008 4436 926
SWIFT QNTOFRP1XXX

www.culturesolutions.eu